

Pierre Buyoya: portrait d'un ex-putschiste reconverti en "faiseur de paix"

La Croix, 23/5/12 Le Burundais Pierre Buyoya défend la transition démocratique en Afrique. 62 ans, l'ancien président burundais est l'un des trois grands médiateurs de l'Union africaine. À Costumes prince-de-galles, la coupe soignée, le club de rayures mauves, la silhouette fine et élégante de Pierre Buyoya n'évoque pas celle du soldat responsable de deux putschs au Burundi. À 62 ans, l'homme est parfaitement à son aise dans ce grand hôtel parisien où il reçoit ses invités. S'exprimant dans un français clair et courtois, l'ancien homme fort du Burundi, qui a dirigé deux reprises (de 1993 et de 1996 à 2003), est aujourd'hui l'un des trois membres du haut panel de l'Union africaine, chargé de résoudre les crises qui touchent l'Afrique.

Avec Abdulsalami Abubakar et Thabo Mbeki, deux anciens présidents du Nigeria et de l'Afrique du Sud, il a suivi le dossier ivoirien l'année dernière. Mais surtout, il a supervisé l'accord de paix au Soudan avant d'accompagner le processus politique qui a conduit à la création du Soudan du Sud en juillet 2011. « C'était un grand défi pour l'ancien président burundais. Un diplomate expérimenté, mais l'affaire n'est pas finie. Loin de là. Nous devons aujourd'hui résoudre les questions non résolues. Et elles sont nombreuses », constate-t-il : « les plus importantes sont la question du contrôle, du Kordofan du Sud, du Nil Bleu, de la frontière entre les deux pays et du statut des Soudanais du Sud qui vivent au Nord », résume-t-il. « Nous avons bon espoir de trouver, peu à peu, les bons compromis pour ces deux États. Karthoum et Juba ont plus à gagner à vivre en bonne intelligence qu'à s'affronter directement », assure, confiant, le diplomate. Est-ce si sûr ? Oui, les deux parties continuent à négocier. Malgré les plus fortes des crises qui se sont succédées depuis juillet 2011, le contact n'a jamais été rompu », répond le diplomate. Mais il faudra du temps, de la patience et de la détermination, pense-t-il. Sa plus grande inquiétude ? « Que Karthoum décide de renvoyer le million de Sudistes dans le Soudan du Sud qui n'a pas les moyens de les accueillir. On assisterait à une catastrophe humanitaire et à une déstabilisation complète du Soudan du Sud. » Auteur de deux coups d'État, Buyoya se consacre à la résolution des crises qui touchent le continent. Il organise les premières élections libres l'année dernière. Milieu modeste, Pierre Buyoya est un Tutsi originaire de la région de Bururi, à deux cents kilomètres de la capitale burundaise Bujumbura. Sa carrière, il la doit d'abord à l'armée. Jeune homme travailleur et ambitieux, il intègre l'armée cadets de Bruxelles, passe également par Saint-Cyr. Formé par ces deux grandes écoles, il assure sa carrière dans l'armée : composée essentiellement de Tutsis, l'armée exerce le pouvoir de manière autoritaire dans un pays où les Hutus sont majoritaires (85 % de la population). Mais ces derniers sont à l'écart du pouvoir et de la vie civile. Dirigé par le colonel Jean-Baptiste Bagaza, le régime s'essouffle dans les années 1980. Pierre Buyoya est choisi par les élites militaires pour renverser le colonel en place. Chose faite en 1987 : à 38 ans, Pierre Buyoya accède au pouvoir les armes à la main. Tout le monde s'attend à le voir installer pendant longtemps. Mais après le discours de La Baule de François Mitterrand appelant à la démocratisation de l'Afrique, le militaire organise la première élection présidentielle libre en 1993. Il se présente. Il est battu. Son successeur, Melchior Ndadaye, est un Hutu. Quatre mois plus tard, celui-ci est assassiné. Le bruit court que Pierre Buyoya est derrière cette exécution. « Ce n'est pas vrai. Dès que vous exercez de hautes responsabilités, vous avez nécessairement des ennemis. Rien de plus facile pour eux que de faire courir des rumeurs qui vous sont hostiles. Je n'avais aucun intérêt à commettre un tel crime », assure-t-il aujourd'hui. Après le meurtre, il reste en retrait de la vie politique. La période est marquée par un violent conflit entre Hutus et Tutsis, par l'assassinat, le 6 avril 1994, du nouveau président burundais dans l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana par le génocide tutsi au Rwanda. Un sage qui a su se retirer. Le 25 juillet 1996, Pierre Buyoya reprend l'initiative politique en chassant, par les armes, le président en place, Sylvestre Ntibantunganya : une fois au pouvoir, il combat les brutalités de l'armée et s'attaque à la rébellion hutue. Par la force et la négociation, il réussit à ramener une paix relative au pays. Sur le plan politique, il s'entoure d'un gouvernement pluriethnique et nomme, au poste de vice-président, un Hutu, Domitien Ndayizeye. En 2003, il quitte de nouveau le pouvoir en effectuant au profit de son vice-président. Nommé sénateur à vie, il occupe depuis au Burundi la position du sage qui a su se retirer dignement : « C'est d'ailleurs une grande fierté : avoir aussi ma sortie, ne pas même être accroché au pouvoir. Si j'ai des regrets comme ne pas avoir investi suffisamment dans le développement et l'éducation de mon pays, j'ai au moins deux reprises remis le pouvoir dans les mains du peuple », dit-il aujourd'hui en souriant. Une attitude qu'il voudrait voir se généraliser en Afrique comme de nombreux Africains, attristés par la manière dont Abdoulaye Wade s'est accroché au pouvoir au Sénégal. Malgré le conflit entre Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara en 2011 en Côte d'Ivoire, il soutient la solution. Si l'Union africaine donne l'impression parfois de manquer d'unité, je vous assure que sur ces gros dossiers, la majorité des Africains plaident en faveur de la transition démocratique et non de la privatisation du pouvoir », assure-t-il avec sérénité.

Une indépendance acquise il y a cinquante ans Le Burundi a accédé à l'indépendance le 1er juillet 1962 après la période de colonisation belge. Il compte près de 10 millions d'habitants sur une surface de 27 834 km², soit une densité de 354 hab./km² soit trois fois plus élevée qu'en France métropolitaine. La population est composée de 60 % de catholiques, 20 % d'adeptes de religions indigènes, 15 % de protestants, et 2 à 5 % de musulmans. Après une décennie de guerre civile, de 1993 à 2002, et une transition de trois ans, le Burundi a organisé ses premières élections démocratiques en août 2005. Ces élections ont été reconnues comme exemplaires par les observateurs internationaux. Cependant, certains élus qui ont pu se présenter en profitant d'une loi d'amnistie pour les crimes commis durant la guerre. L'économie du Burundi est principalement rurale et repose sur l'agriculture et l'élevage. La production agricole se répartit entre les produits destinés à l'exportation, comme le café, le thé et les cultures vivrières. LAURENT LARCHER